

F. 1999 — 3818

[C - 99/31427]

N. 1999 — 3818

[C - 99/31427]

23 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment l'article 153 tel que modifié par l'ordonnance du 23 novembre 1993;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire,

Arrête :

Article 1^{er}. Les formulaires 009 et 010 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique sont remplacés par les formulaires 009 et 010 joints au présent arrêté.

Art. 2. Le Secrétaire d'Etat qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 septembre 1999.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,

J. SIMONET

Le Secrétaire d'Etat de l'Aménagement du Territoire,

E. ANDRE

23 SEPTEMBER 1999. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, inzonderheid artikel 153, zoals gewijzigd bij de ordonnantie van 23 november 1993;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut;

Op de voordracht van de Minister belast met Ruimtelijke Ordening,

Besluit :

Artikel 1. De formulieren 009 en 010 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut worden vervangen door de formulieren 009 en 010 als bijlage van dit besluit.

Art. 2. De Staatssecretaris bevoegd voor de ruimtelijke ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 september 1999.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

J. SIMONET

De Staatssecretaris van Ruimtelijke Ordening,

E. ANDRE

Ministère de la Région
de Bruxelles-Capitale
Administration de l'Aménagement
du Territoire et du Logement

Formulaire 009

Vos références :
Nos références :
Annexe(s) : ... plans.

PERMIS D'URBANISME

LE FONCTIONNAIRE DELEGUE,

Vu la demande introduite par ...
relative à un bien sis ...
et tendant à ...

Attendu que l'accusé de réception de cette demande porte la date du ;

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 désignant les fonctionnaires délégués, modifié par les arrêtés du Gouvernement du 14 novembre 1996 et du 4 décembre 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juillet 1992 relatif à l'instruction par le fonctionnaire délégué des demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatives à des travaux d'utilité publique modifié par l'arrêté du Gouvernement du 23 novembre 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité en matière d'urbanisme et d'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation;

(1) Vu l'avis dudu collège des bourgmestre et échevins de

(1) Attendu que le collège des bourgmestre et échevins den'a pas émis son avis dans les trente jours de la date de la demande qui lui en a été faite par l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement (lettre du); que cet avis est donc réputé favorable;

(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se situe le bien :

(1) - un plan particulier d'affectation du sol approuvé leet dénommé.....;

(1) dont la modification a été décidée par arrêté du

(1) - un permis de lotir n° du.....;

(1) dont la modification - l'annulation (1) a été décidée par arrêté du

(1) Attendu que la demande déroge au susdit plan particulier - permis de lotir (1); que par sa délibération dule collège des bourgmestre et échevins a émis son avis sur la demande de dérogation (1);

(1) Attendu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du

au et que réclamation(s) (n') a (ont) été introduite(s);

(1) Vu l'avis de la commission de concertation du ;

(1) Vu les règlements régionaux d'urbanisme;

(1) Vu les règlements communaux d'urbanisme;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le permis est délivré à

pour les motifs suivants (2) :

Art. 2. Le titulaire du permis devra :

1° respecter les conditions suivantes :

2° (3)

3° respecter les indications particulières reprises dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 3. (A n'utiliser que dans les cas définis à l'article 88 de l'ordonnance du 29 août 1991). Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du ...

Art. 4. Notification du présent arrêté est faite le même jour au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

Art. 5. Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Art. 6. Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Fait à, le

Le fonctionnaire délégué,

Notification au collège des bourgmestre et échevins de et à

Fait à, le

Le Fonctionnaire délégué,

Note

(1) Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) Outre les motifs en relation avec le bon aménagement, le fonctionnaire délégué vise, le cas échéant, la conformité du projet avec les plans ou les projets de plan en vigueur et explicite sa décision au regard des observations et réclamations éventuelles.

(3) Ajouter, s'il y a lieu, les prescriptions imposées par les règlements régionaux et communaux d'urbanisme dans la mesure où elles complètent celles du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

Annexe 1 au permis d'urbanisme

Indications particulières à respecter pour la mise
en œuvre du permis

Dispositions légales et réglementaires

Péremption et prorogation

Article 87 de l'ordonnance du 29 août 1991.

§ 1^{er} Le permis est périmé si, dans les deux années de sa délivrance, le bénéficiaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, dans les cas visés à l'article 84, § 1^{er}, 1°, 2° et 4°, s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros œuvre ou encore s'il n'a pas, le cas échéant, mis en œuvre les charges imposées en application de l'article 86.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

Toutefois, à la demande du bénéficiaire, le permis peut être prorogé pour une période d'un an. La demande de prorogation doit intervenir deux mois au moins avant l'écoulement du délai de deux ans visé à l'alinéa 1^{er} à peine de forclusion.

La prorogation est accordée par le collège des bourgmestre et échevins lorsque le permis a été délivré par ce dernier.

Dans les autres cas, en ce compris celui visé à l'article 151, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

A défaut de décision des autorités visées aux quatrième et cinquième alinéas au terme du délai de deux ans, la prorogation est réputée accordée.

La décision de refus de prorogation du permis ne peut faire l'objet des recours visés aux articles 129, 133, 144 et 148.

L'interruption des travaux pendant plus d'un an entraîne également la péremption du permis.

§ 2. En cas de projet mixte au sens de l'article 108, § 2, le permis d'urbanisme est suspendu tant qu'un permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

La décision définitive de refus relative à la demande de permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Pour l'application de la présente ordonnance, une décision est définitive lorsque tous les recours administratifs ouverts contre cette décision par la présente ordonnance ou par l'ordonnance relative aux permis d'environnement, ou les délais pour les intenter sont épuisés.

Le délai de péremption visé au § 1^{er} ne commence à courir qu'à partir de la délivrance du permis d'environnement au titulaire du permis d'urbanisme.

Article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péremption et à la prorogation des permis d'urbanisme.

La demande de prorogation est adressée, par envoi recommandé à la poste, au collège des bourgmestre et échevins qui a délivré le permis ou au fonctionnaire délégué lorsque le permis a été délivré par une autre autorité que le collège des bourgmestre et échevins.

Exécution du permis

Article 120 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le permis délivré en application des articles 116 et 118 est exécutoire si, dans les vingt jours à compter de sa notification, le fonctionnaire délégué n'a pas notifié au demandeur une décision motivée suspendant le permis.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} prend cours à compter de la date de la levée de la suspension visée à l'article 87, § 2.

Le permis doit reproduire le texte de l'alinéa premier.

Publicité

Article 121 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Un avis indiquant que le permis a été délivré, doit être affiché sur le terrain, par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 183, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Recours au Collège d'urbanisme

Article 144 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le demandeur peut, dans les trente jours de la décision de refus du fonctionnaire délégué ou de l'expiration du délai fixé à l'article 142, introduire un recours auprès du Collège d'urbanisme par lettre recommandée à la poste.

Copie du recours est adressée par le Collège d'urbanisme au fonctionnaire délégué.

Article 145 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours auprès du Collège d'urbanisme dans les trente jours qui suivent la réception de la décision du fonctionnaire délégué octroyant le permis.

Ce recours, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé en même temps au demandeur et au Collège d'urbanisme par lettre commandée à la poste.

Article 146 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le demandeur ou son conseil, le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué, ainsi que le fonctionnaire délégué sont, à leur demande, entendus par le Collège d'urbanisme. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

Article 147 de l'ordonnance du 29 août 1991.

La décision du Collège d'urbanisme est notifiée au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours.

Ministerie van het
Brusselse Hoofdstedelijk Gewest
Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en
Huisvesting

Formulier 009

Uw kenmerk :
Ons kenmerk :
Bijlage(n) : plannen

STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING

DE GEMACHTIGDE AMBTENAAR,

Gelet op de aanvraag ingediend door ...
met betrekking tot een goed gelegen ...
en strekkende tot ...

Overwegende dat het ontvangstbewijs van die aanvraag de datum draagt van ;

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot aanwijzing van de gemachtigde ambtenaren gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 14 november 1996 en van 4 december 1997;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 30 juli 1962 betreffende de behandeling door de gemachtigde ambtenaar van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en stedenbouwkundige attest aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut gewijzigd bij het besluit van de Regering van 23 november 1993;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu gewijzigd bij besluit van de Regering van 10 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissie;

(1) Gelet op het advies vanvan het college van burgemeester en schepenen van

(1) Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen vanzijn advies niet verstrekt heeft binnen de dertig dagen vanaf de datum van de aanvraag hiertoe door het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting (brief van ...); dat het advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

(1) Overwegende dat voor het gebied waarin het goed gelegen is :

(1) - een bijzonder bestemmingsplan bestaat, goedgekeurd op engenaamd;

(1) gewijzigd overeenkomstig het besluit van

(1) - een verkavelingsvergunning bestaat met nr. van

(1) gewijzigd - vernietigd (1) overeenkomstig het besluit van

(1) Overwegende dat de aanvraag afwijkt van voornoemd bijzonder plan - verkavelingsvergunning (1); dat het college van burgemeester en schepenen in zijn beraadslaging vanzijn advies verstrekt heeft over de vraag om afwijking (1);

(1) Overwegende dat de aanvraag onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking vantot..... en dat (geen) bezwaarschrift(en) is (zijn) ingediend;

(1) Gelet op het advies van de overlegcommissie van

(1) Gelet op de gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen;

(1) Gelet op de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen;

Besluit :

Art. 1. De vergunning wordt afgegeven aan
om volgende redenen (2) :

Art. 2. De vergunninghouder moet :

1° volgende voorwaarden, opgelegd door het college van burgemeester en schepenen, naleven :

2° (3)

3° de bijzondere aanwijzingen vermeld in bijlage 1 van dit besluit in acht nemen.

Art. 3. (Slechts te gebruiken in de bij artikel 88 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 bepaalde gevallen). De vergunde werken en handelingen mogen niet langer in stand gehouden worden dan tot

Art. 4. Dit besluit wordt gelijktijdig betekend aan de aanvrager en aan de gemachtigde ambtenaar voor de eventuele uitoefening van zijn schorsingsrecht.

Art. 5. De vergunninghouder geeft het college van burgemeester en schepenen alsmede de gemachtigde ambtenaar bij aangetekende brief kennis van het begin der vergunde werken of handelingen en dit ten minste acht dagen vóór ze aangevat worden.

Art. 6. Deze vergunning brengt geen vrijstelling mede van de verplichting tot het aanvragen van vergunningen die door andere wettelijke of verordenende bepalingen zijn voorgeschreven.

Opgemaakt te

De gemachtigde ambtenaar,

Betekening aan het college van burgemeester en schepenen van

De gemachtigde ambtenaar,

—————
Nota

(1) Doorhalven wat niet van toepassing is.

(2) Naast de redenen in verband met de goede aanleg viseert het college van burgemeester en schepenen in voorkomend geval de conformiteit van het ontwerp met de vigerende plannen of ontwerp-plannen en verduidelijkt zijn beslissing ten opzichte van de eventuele opmerkingen en bezwaren.

(3) Zo nodig de voorschriften van de gewestelijke en gemeentelijke stedenbouwkundige verordening toevoegen, voor zover zij de voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan of van de verkavelingsvergunning aanvullen.

—————
Bijlage 1 bij de stedenbouwkundige vergunning

Bijzondere aanwijzingen die voor de uitvoering van de vergunning in acht te nemen zijn

Wettelijke en reglementaire bepalingen

Verval en verlenging

Artikel 87 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

§ 1 De vergunning vervalt indien de vergunninghouder binnen twee jaar na afgifte niet duidelijk met de verwezenlijking van de vergunning van start is gegaan of wanneer hij in de bij artikel 84, § 1, 1°, 2° en 4° bepaalde gevallen niet met de ruwbouw is begonnen of indien hij in voorkomend geval de bij toepassing van artikel 86 opgelegde lasten niet heeft uitgevoerd.

Het verval van de vergunning geschiedt van rechtswege.

Op verzoek van de vergunninghouder kan de vergunning echter met een jaar worden verlengd. De verlenging moet, (op straffe van verval), worden aangevraagd ten minste twee maanden vóór het verstrijken van de in het 1ste lid bedoelde termijn van twee jaar.

De verlenging wordt door het college van burgemeester en schepenen verleend indien dit laatste de vergunning heeft verleend.

In de overige gevallen, met inbegrip van het in artikel 151 bedoelde geval, wordt de verlenging door de gemachtigde ambtenaar verleend.

Bij ontstentenis van de beslissing van de in het vierde en in het vijfde lid bedoelde overheid na het verstrijken van de termijn van twee jaar, wordt de verlenging geacht te zijn toegekend.

De beslissing tot weigering van de verlenging van de vergunning kan geen voorwerp zijn van de in artikelen 129, 133, 144 en 148 bedoelde beroepen.

Bij onderbreking van de werken gedurende meer dan een jaar, vervalt de vergunning eveneens.

§ 2. In het geval van een gemengd project, in de zin van artikel 108, § 2, wordt de stedenbouwkundige vergunning geschorst zolang er geen definitieve milieuvergunning werd verkregen.

De definitieve weigeringsbeslissing over de aanvraag om milieuvergunning houdt van rechtswege de nietigheid van de stedenbouwkundige vergunning in.

Voor de toepassing van deze ordonnantie is een beslissing slechts definitief wanneer alle openstaande administratieve beroepen tegen deze beslissing door deze ordonnantie betreffende de milieuvergunning uitgeput zijn of de termijnen om deze in te stellen verstreken zijn.

Het in de eerste paragraaf bedoelde verval begint maar te lopen zodra de houder van de stedenbouwkundige vergunning de milieuvergunning gekregen heeft.

Artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 juli 1992 betreffende het verval en de verlenging van de stedenbouwkundige vergunningen.

Het verzoek om verlenging wordt bij een ter post aangetekende brief gericht aan het college van burgemeester en schepenen dat de vergunning heeft afgegeven of aan de gemachtigde ambtenaar wanneer de vergunning door een andere overheid dan het college van burgemeester en schepenen is afgegeven.

Uitvoering van de vergunning

Artikel 120 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Van de in toepassing van artikelen 116 en 118 afgegeven vergunning mag gebruik worden gemaakt indien de gemachtigde ambtenaar binnen twintig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving ervan, geen met redenen omklede beslissing tot schorsing van de vergunning ter kennis van de aanvrager heeft gebracht.

De in het eerste lid bedoelde termijn begint te lopen op de dag waarop de schorsing bedoeld in artikel 87, § 2, opgeheven wordt.

De tekst van het eerste lid wordt in de vergunning opgenomen.

Openbaarmaking

Artikel 121 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Een mededeling die te kennen geeft dat de vergunning afgegeven is, moet op het terrein worden aangeplakt door de aanvrager, hetzij, wanneer het werken betreft, vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan, hetzij, in de overige gevallen, vanaf de voorbereidingen voor de handeling of handelingen en tijdens de hele uitvoering ervan.

Gedurende die tijd moet de vergunning en het bijbehorende dossier, of een door het gemeentebestuur of de gemachtigde ambtenaar gewaarmerkt afschrift van deze stukken, voortdurend ter beschikking van de in artikel 183 aangewezen ambtenaren liggen, op de plaats waar de werken worden uitgevoerd en de handeling of handelingen verricht.

Beroep bij het Stedenbouwkundig College

Artikel 144 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De aanvrager kan binnen dertig dagen na ontvangst van de weigering van de gemachtigde ambtenaar of na het verstrijken van de bij artikel 142 bepaalde termijn met een ter post aangetekende brief bij het Stedenbouwkundig College in beroep gaan.

Afschrift van het beroep wordt door het Stedenbouwkundig College aan de gemachtigde ambtenaar toegezonden.

Artikel 145 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Het college van burgemeester en schepenen kan bij het Stedenbouwkundig College in beroep gaan binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de gemachtigde ambtenaar tot verlenging van de vergunning.

Dit beroep, evenals de termijn voor instelling van het beroep, schorst de vergunning. Het wordt terzelfder tijd bij een ter post aangetekende brief naar de aanvrager en naar het Stedenbouwkundig College gestuurd.

Artikel 146 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De aanvrager of zijn raadsman, het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde, alsook de gemachtigde ambtenaar worden op hun verzoek door het Stedenbouwkundig College gehoord. Wanneer een partij vraagt om te worden gehoord, worden ook de andere partijen opgeroepen.

Artikel 147 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De beslissing van het Stedenbouwkundig College wordt aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemachtigde ambtenaar betekend binnen zestig dagen na de datum van afgifte bij de post van de aangetekende zending die het beroep bevat.

Ingeval de partijen worden gehoord, wordt de termijn met vijftien dagen verlengd.

Ministère de la Région
de Bruxelles-Capitale
Administration de l'Aménagement du Territoire
et du Logement

Formulaire 010

Vos références :
Nos références :
Annexe(s) : ... plans.

REFUS DU PERMIS D'URBANISME

LE FONCTIONNAIRE DELEGUE,

Vu la demande introduite par ...
relative à un bien sis ...
et tendant à ...

Attendu que l'accusé de réception de cette demande porte la date du

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 désignant les fonctionnaires délégués, modifié par les arrêtés du Gouvernement du 14 novembre 1996 et du 4 décembre 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 juillet 1992 relatif à l'instruction par le fonctionnaire délégué des demandes de permis d'urbanisme et de certificat d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatives à des travaux d'utilité publique modifié par l'arrêté du Gouvernement du 23 novembre 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 novembre 1993 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicités en matière d'urbanisme et d'environnement modifié par l'arrêté du Gouvernement du 10 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation;

(1) Vu l'avis dudu collège des bourgmestre et échevins de

(1) Attendu que le collège des bourgmestre et échevins den'a pas émis son avis dans les trente jours de la date de la demande qui lui en a été faite par l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement (lettre du); que cet avis est donc réputé favorable;

(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se situe le bien :

(1) - un plan particulier d'affectation du sol approuvé lenommé

(1) dont la modification a été décidée par arrêté du

(1) - un permis de lotir n° du

(1) dont la modification - l'annulation (1) a été décidée par arrêté du

(1) Attendu que la demande déroge au susdit plan particulier - permis de lotir (1); que par sa délibération dule collège des bourgmestre et échevins a émis son avis sur la demande de dérogation(1);

(1) Attendu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du

au et queréclamation(s) (n') a (ont) été introduite(s);

(1) Vu l'avis de la commission de concertation du

(1) Vu les règlements régionaux d'urbanisme;

(1) Vu les règlements communaux d'urbanisme;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le permis sollicité par
est refusé pour les motifs suivants :

Art. 2. Notification du présent arrêté est faite le même jour au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

Fait le

Le fonctionnaire délégué,

Notification au collège des bourgmestre et échevins de et à

Le

Le fonctionnaire délégué,

Note

(1) Biffer la (les) mention() inutile(s).

Dispositions légales

Recours au Collège d'urbanisme

Article 144 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le demandeur peut, dans les trente jours de la décision de refus du fonctionnaire délégué ou de l'expiration du délai fixé à l'article 142, introduire un recours auprès du Collège d'urbanisme par lettre recommandée à la poste.

Copie du recours est adressée par le Collège d'urbanisme au fonctionnaire délégué.

Article 145 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours auprès du Collège d'urbanisme dans les trente jours qui suivent la réception de la décision du fonctionnaire délégué octroyant le permis.

Ce recours, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé en même temps au demandeur et au Collège d'urbanisme par lettre recommandée à la poste.

Article 146 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le demandeur ou son conseil, le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué, ainsi que le fonctionnaire délégué sont, à leur demande, entendus par le Collège d'urbanisme. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

Article 147 de l'ordonnance du 29 août 1991.

La décision du Collège d'urbanisme est notifiée au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours.

Ministerie van het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest
Bestuur voor Ruimtelijke Ordening
en Huisvesting

Formulier 010

Uw kenmerk :
Ons kenmerk :
Bijlage(n) : plannen

WEIGERING VAN DE STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING

DE GEMACHTIGDE AMBTENAAR,

Gelet op de aanvraag ingediend door ...
met betrekking tot een goed gelegen ...
en strekkende tot ...

Overwegende dat het ontvangsbewijs van deze aanvraag de datum draagt van

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot aanwijzing van de gemachtigde ambtenaren gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 14 november 1996 en van 4 december 1997;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 30 juli 1962 betreffende de behandeling door de gemachtigde ambtenaar van de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning en stedenbouwkundige attest aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut gewijzigd bij het besluit van de Regering van 23 november 1993;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 november 1993 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking inzake stedenbouw en leefmilieu gewijzigd bij besluit van de Regering van 10 juli 1997;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 juni 1992 betreffende de overlegcommissies;

(1) Gelet op het advies vanvan het college van burgemeester en schepenen van

(1) Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen vanzijn advies niet verstrekt heeft binnen de dertig dagen vanaf de datum van de aanvraag hiertoe door het Bestuur voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting (brief van); dat het advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

(1) Overwegende dat voor het gebied waarin het goed gelegen is :

(1) - een bijzonder bestemmingsplan bestaat, goedgekeurd op
en.....genaamd;

(1) gewijzigd overeenkomstig het besluit van

(1) - een verkavelingsvergunning bestaat met nr. van

(1) gewijzigd - vernietigd (1) overeenkomstig het besluit van

(1) Overwegende dat de aanvraag afwijkt van voornoemd bijzonder plan - verkavelingsvergunning (1); dat het college van burgemeester en schepenen in zijn beraadslaging vanzijn advies verstrekt heeft over de vraag om afwijking(1);

(1) Overwegende dat de aanvraag onderworpen werd aan de speciale regelen van openbaarmaking vantoten dat (geen)bezwaarschrift(en) is (zijn) ingediend;

(1) Gelet op het advies van de overlegcommissie van

(1) Gelet op de gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen;

(1) Gelet op de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen;

Besluit :

Art. 1. De vergunning aangevraagd door
is om volgende redenen (2).

Art. 2. Dit besluit wordt gelijktijdig betekend aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen.

Opgemaakt te, (datum)

De gemachtigde ambtenaar,

Betekening aan het college van burgemeester en schepenen van

..... (datum)

De gemachtigde ambtenaar,

Nota

(1) Doorhalen wat niet van toepassing is.

(2) Naast de redenen in verband met de goede aanleg viseert de gemachtigde ambtenaar in voorkomend geval de conformiteit van het ontwerp met de vigerende plannen of ontwerp-plannen en verduidelijkt zijn beslissing ten opzichte van de eventuele opmerkingen en bezwaren.

Wettelijke bepalingen

Beroep bij het Stedenbouwkundig College

Artikel 114 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De aanvrager kan binnen dertig dagen na ontvangst van de weigering van de gemachtigde ambtenaar of na het verstrijken van de bij artikel 142 bepaalde termijn met een ter post aangetekende brief bij het Stedenbouwkundig College in beroep gaan.

Afschrift van het beroep wordt door het Stedenbouwkundig College aan de gemachtigde ambtenaar toegezonden.

Artikel 145 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

Het college van burgemeester en schepenen kan bij het Stedenbouwkundig College in beroep gaan binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de gemachtigde ambtenaar tot verlenging van de vergunning.

Dit beroep, evenals de termijn voor instelling van het beroep, schorst de vergunning. Het wordt terzelfder tijd bij een ter post aangetekende brief naar de aanvrager en naar het Stedenbouwkundig College gestuurd.

Artikel 146 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De aanvrager of zijn raadsman, het college van burgemeester en schepenen of zijn gemachtigde, alsook de gemachtigde ambtenaar worden op hun verzoek door het Stedenbouwkundig College gehoord. Wanneer een partij vraagt om te worden gehoord, worden ook de andere partijen opgeroepen.

Artikel 147 van de ordonnantie van 29 augustus 1991.

De beslissing van het Stedenbouwkundig College wordt aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen en aan de gemachtigde ambtenaar betekend binnen zestig dagen na de datum van afgifte bij de post van de aangetekende zending die het beroep bevat.

Ingeval de partijen worden gehoord, wordt de termijn met vijftien dagen verlengd.

Vu les formulaires 009 et 010 pour être joints à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 septembre 1999 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 réglant la forme des décisions prises par le fonctionnaire délégué en matière de permis d'urbanisme sollicités par une personne de droit public ou relatifs à des travaux d'utilité publique.

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,

J. SIMONET

Le Secrétaire d'Etat de l'Aménagement du Territoire,

E. ANDRE

Gezien de formulieren 009 en 010 als bijlage van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 september 1999 tot wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 6 juli 1992 tot bepaling van de vorm der beslissingen genomen door de gemachtigde ambtenaar inzake stedenbouwkundige vergunningen aangevraagd door een publiekrechtelijke rechtspersoon of betreffende werken van openbaar nut.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

J. SIMONET

De Staatssecretaris van Ruimtelijke Ordening,

E. ANDRE